

France-Pacifique : nickel et tourisme au défi de la crise sanitaire

Par Grâce Constant, Andréa Tran Van Hong et Marie Rouger

Face à la crise de la Covid-19, alors que l'économie de la Nouvelle-Calédonie, fortement dépendante du nickel, résiste dans un marché mondial bien orienté, celle de la Polynésie Française se montre plus vulnérable aux restrictions sanitaires, compte tenu du poids du tourisme. L'impact est toutefois limité grâce aux services non marchands, facteur important de résilience dans les deux territoires.

Graphique 1 : Caractéristiques économiques des collectivités d'outre-mer (COM) dans l'Océan Pacifique.



Source : Insee.

Note : Ces territoires ne font pas partie du champ statistique de la balance des paiements de la France et disposent de leurs propres balances des paiements réalisées par l'IEOM. En raison de la petite taille de l'économie, il n'existe pas de balance des paiements pour Wallis-et-Futuna.

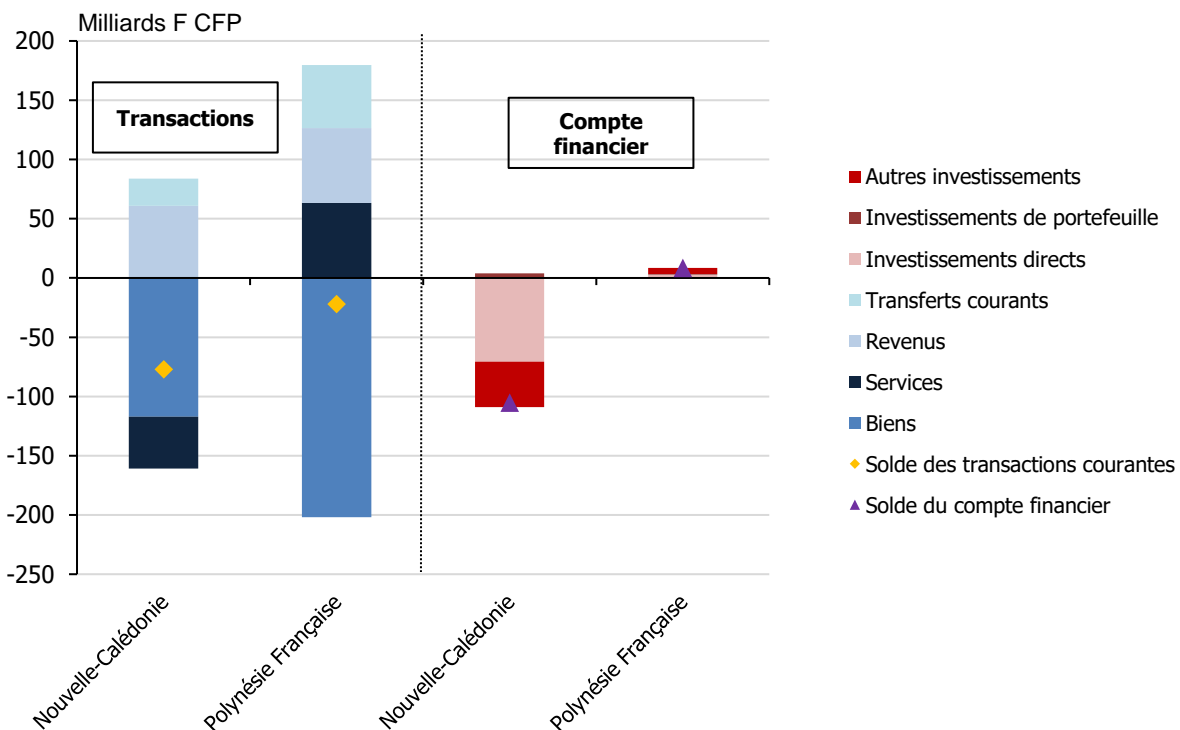
Les balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie, deux collectivités d'outre-mer du Pacifique, sont typiques des économies ultramarines : elles affichent un déficit structurel des échanges de biens et des transferts publics importants, liés au rattachement

institutionnel à l'Hexagone. Néanmoins, par leurs spécialisations, dictées par les ressources locales, les configurations des deux balances des paiements donnent une grille de lecture inédite des enjeux de la crise sanitaire dans ces géographies (cf. Graphique 2).

Nickel et tourisme : la forte exposition à l'international de la zone France-Pacifique

Cinquième réserve mondiale de nickel avec 7 % des stocks (derrière, notamment l'Indonésie, 22 % et l'Australie, 21 %), la Nouvelle-Calédonie a bénéficié sur la dernière décennie de la construction de deux usines métallurgiques. Si ces projets ont initialement permis d'importantes entrées de capitaux étrangers et bénéficié aux exportations de nickel (94 % des exportations 2019 en valeur, soit +115 % depuis 2009), le déficit des transactions courantes s'est néanmoins creusé et les entrées d'IDE ont évolué, depuis 2015, vers le renflouement des déficits des opérateurs du secteur. En effet, la volatilité du cours, mais aussi des problématiques techniques, stratégiques et sociales ont provoqué des difficultés financières pour les trois opérateurs métallurgiques (l'opérateur historique calédonien SLN, filiale d'Eramet ; KNS; et Vale NC, filiale du groupe canado-brésilien qui a récemment cédé ses parts au consortium Prony Resources).

Graphique 2 : Comptes des transactions courantes et comptes financiers dans les balances des paiements 2019



Sources : Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM).

Notes : 1 € = 119,33 F CFP // 1 F CFP = 0,00838 €.

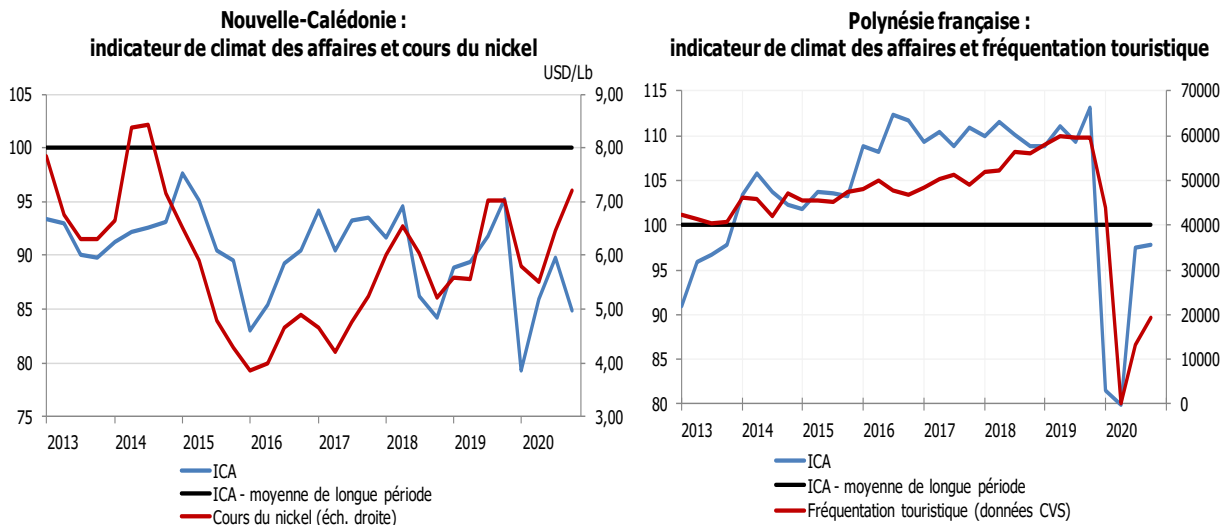
À l'inverse, la spécialisation dans le secteur touristique permet à la Polynésie française de dégager un excédent récurrent du solde des services, équilibrant ainsi son compte courant. Mise à mal par la crise économique mondiale de 2008, la fréquentation touristique avait retrouvé le chemin de la croissance (+6,3 % par an en moyenne depuis 2013). En 2019, elle a atteint un niveau record de 237 000 touristes pour 50,7 milliards F CFP de recettes (dépenses touristiques hors transport). Deuxième source de recettes extérieures de la Polynésie française, mais loin derrière le tourisme, la perliculture a du mal à se structurer sur un marché international très fluctuant (problèmes de surproduction, de pollution, de circuit de commercialisation et de concurrence). En 2019, les exportations de perles (50 % de la valeur totale des exportations polynésiennes) n'ont rapporté que 5 milliards F CFP pour 10 tonnes (8,3 milliards F CFP pour 9 tonnes en 2008).

Ces deux économies sont donc fortement dépendantes, de la demande et du cours mondial du nickel pour l'une, de la fréquentation touristique pour l'autre (graphique 3), d'où une volatilité élevée de leur croissance et une forte vulnérabilité aux chocs externes.

La crise du COVID bouleverse-t-elle les trajectoires structurelles ?

La crise sanitaire a ébranlé l'outre-mer, provoquant une crise économique d'ampleur inédite et d'une durée incertaine. En raison de leurs particularités structurelles et de restrictions sanitaires locales spécifiques, les deux territoires ne traversent pas la crise de la même façon.

Graphique 3 : Corrélation avec l'indicateur de climat des affaires (ICA)



Sources : IEOM, LME

Sources : IEOM, ISPF

Sources : IEOM, London Metal Exchange (LME), Institut de la Statistique de Polynésie française (ISPF)

En Nouvelle-Calédonie, une période de confinement strict de 4 semaines (du 24 mars au 20 avril 2020) a été suivie par une levée rapide des restrictions domestiques, au prix d'un isolement strict vis-à-vis de l'extérieur toujours en cours. Le secteur du nickel, pourtant dépendant de la demande extérieure, ne semble pas avoir souffert de la crise sanitaire. D'une part, la Chine, client principal (61 % des exportations de minerai et de métal), a rapidement retrouvé une dynamique de croissance et a maintenu sa demande. D'autre part, le développement des batteries électriques et des métaux inoxydables soutient la demande mondiale de nickel et, le cours international a rebondi au deuxième semestre 2020. Localement, si des blocages internes ont freiné la métallurgie (-4 % en volume en 2020), la production et les exportations minières ont progressé (+17 % en volume, +22 % en valeur). Toutefois, du fait de son impact sur les autres secteurs, la pandémie a entraîné un écart à la trajectoire de croissance, estimé [entre -5,6 et -6,7 points de PIB](#) sur 2020.

En Polynésie française, le confinement, débuté le 20 mars 2020, n'a été levé intégralement que le 21 mai. Les liaisons aériennes avec la France et l'international n'ont repris que les 3 et 15 juillet respectivement. Conséquence de la fermeture des frontières, le secteur touristique a été totalement paralysé avant de se redresser partiellement, grâce à une clientèle très haut-de-gamme ou locale, sans qu'un retour à la normale ne soit attendu rapidement. 77 000 touristes ont été accueillis en 2020 contre 237 000 en 2019. La perliculture, déjà en difficulté avant la pandémie, se trouve désormais dans une situation critique, privée de ses greffeurs étrangers et de ses débouchés (Hong Kong, Japon), ce qui a provoqué une chute brutale des recettes à l'export en 2020. Après sept années de croissance continue (+2,7 % en 2019), la croissance économique polynésienne s'effondre en 2020. Les [premières estimations](#) font état d'un recul de 10 % du PIB sur l'année.

Les transferts publics en provenance de l'Hexagone : un rôle d'amortisseur en cas de crise

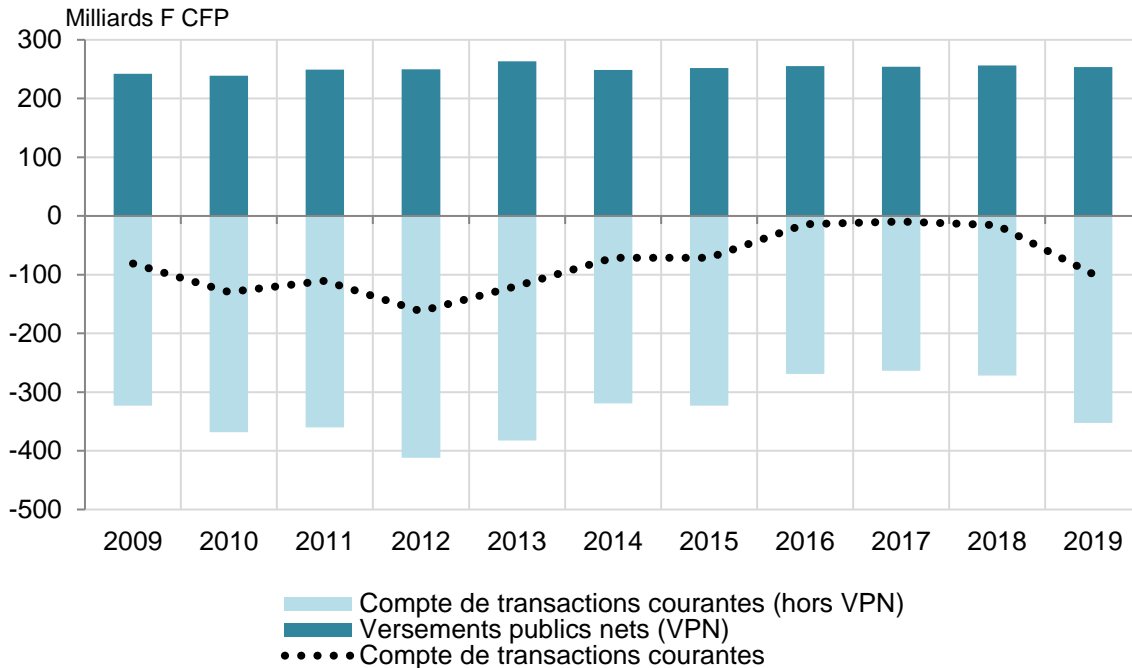
Le modèle économique des collectivités du Pacifique montre une certaine résilience du fait du [rôle d'amortisseur des administrations publiques](#) et des services non marchands (24 % et 37 % de la valeur ajoutée, contre 22 % en métropole), l'activité du secteur public étant peu affectée par la crise sanitaire.

Comme le révèlent leurs balances des paiements, le secteur public dans les collectivités est soutenu par des transferts publics en provenance de l'Hexagone (à hauteur de 16 % en Nouvelle-Calédonie et 22 % en Polynésie française du PIB 2019). Composés pour l'essentiel de versements de l'État (salaires et pensions des fonctionnaires, dépenses de fonctionnement, d'investissement et d'intervention des collectivités publiques et des forces armées), les transferts publics compensent totalement (Polynésie française) ou partiellement (Nouvelle-Calédonie) le déficit des autres rubriques du compte courant (graphique 4). En 2020, des dispositifs d'accompagnement des entreprises similaires à ceux déployés au niveau national ont

été mis en place, tant par les gouvernements locaux (dispositifs d'activité partielle, report de cotisations), que par l'État (FSE, PGE, garantie apportée aux prêts de l'AFD de 240 M € consentis aux deux collectivités).

Si la Polynésie française partait d'une situation plus saine, les finances publiques des deux collectivités ont été durement impactées par les dépenses liées à la crise sanitaire et par la baisse des recettes fiscales.

Graphique 4 : Compte de transactions courantes et versements publics nets dans la zone franc Pacifique.



Sources : IEOM, ISPF, Douanes

Note : hors Wallis-et-Futuna. Les versements publics nets sont obtenus en retirant au débit les versements effectués au secteur public métropolitain, principalement constitués des cotisations aux caisses de retraite.

Pour 2021, en dépit d'un avenir institutionnel incertain qui altère la confiance des acteurs économiques, le redémarrage annoncé de l'usine du Sud s'annonce favorable pour l'activité métallurgique en Nouvelle-Calédonie. En revanche la recrudescence de la pandémie et les nouvelles restrictions de déplacement imposées en début d'année repoussent les perspectives de reprise du tourisme en Polynésie. À court-terme, le maintien des dispositifs d'aides publiques et le soutien de l'État seront déterminants pour la préservation des tissus économiques locaux. Compte-tenu des tensions sur les finances publiques, 10 mds F CFP d'aides exceptionnelles de l'État à destination de la Nouvelle-Calédonie sont déjà annoncés.